

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

13 novembre 2015

SANTÉ - (N° 3215)

Commission	
Gouvernement	

Adopté

**AMENDEMENT**

N° 790

présenté par  
le Gouvernement

-----

**ARTICLE 42 QUATER**

I. – Supprimer la seconde phrase de l’alinéa 34.

II. – Rédiger ainsi l’alinéa 35 :

« 9° L’article L. 3134-2 est abrogé. »

III. – En conséquence, rédiger ainsi l’alinéa 36 :

« 10° À l’article L. 3134-3, après le mot : « chapitre », sont insérés les mots : « notamment les conditions d’affectation des réservistes sanitaires et les modalités de financement de leur mobilisation, » et les mots : « en Conseil d’État » sont supprimés. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

La mesure proposée vise à ajuster la rédaction des articles adoptés lors du passage à l’Assemblée Nationale et au Sénat en 1<sup>er</sup>e lecture. Il s’agit d’ajustements rédactionnels des dispositions législatives figurant dans le code de la santé publique qui complètent et finalisent le processus de mise en cohérence des normes juridiques et de simplification des mesures de gestion applicables à la réserve sanitaire.

Cet amendement vise plus particulièrement à stabiliser le champ d’intervention de la réserve sanitaire afin de prendre en compte les nouvelles possibilités d’affectation de la réserve notamment dans le secteur ambulatoire. C’est pourquoi il est important de faire figurer la notion de « sécurité sanitaire » en lieu et place de la « sécurité civile ». L’objectif de simplification déjà engagé est par ailleurs poursuivi par cet amendement. En effet il est nécessaire de faciliter les possibilités d’ajustement dans la partie réglementaire pour tenir compte des évolutions régulières du cadre

d'emploi de la réserve sanitaire. Le point VI tire les conséquences du point V, en précisant ce qui pourrait figurer dans le décret.